

Les néo-libéraux saisis par le doute
Michel Husson
Fondation Copernic
Politis n°809, 8 juillet 2004

Le pouvoir du néo-libéralisme repose au fond sur la violence, les menaces et la contrainte. Son discours de justification n'a pas pour fonction d'emporter la conviction ou d'asseoir sa légitimité, mais d'affirmer une domination. Il évoque la novlangue du 1984 d'Orwell ou encore le dogme marxiste-léniniste qui prévalait dans les pays du « socialisme réel » : tout le monde forcé de parler ce langage, mais plus personne n'y croit vraiment. Il suffit de gratter un peu les hymnes aux bienfaits de la privatisation pour tomber assez vite sur des constats beaucoup plus réalistes qui vont à l'encontre des argumentaires officiels. Deux rapports peu suspects de sympathies anticapitalistes viennent de l'illustrer récemment.

Le dernier rapport sur le développement dans le monde de la Banque mondiale est consacré aux services publics dans le monde (1). Dans le dossier de presse, on trouve d'emblée cette affirmation : « *Souvent, les services de base ne profitent pas aux pauvres. Même si ces échecs semblent moins catastrophiques que les crises financières, il n'en demeure pas moins que leurs effets sont profonds et durables* ». Elle émane de James Wolfensohn, le Président de la Banque mondiale. Le rapport lui-même multiplie les réserves quant aux bienfaits de l'initiative privée. Tout en reconnaissant « *l'existence de problèmes au sein des services publics* », il estime que « *ce serait une erreur de conclure que les pouvoirs publics devraient tout abandonner au secteur privé* ». Il constate qu'aucun pays « *n'a pu améliorer la qualité de l'éducation primaire ni réduire la mortalité infantile sans l'intervention et l'aide du gouvernement* ». Le secteur privé n'a pas que des vertus et sa participation à la santé ou à l'éducation, « *n'est pas sans poser des problèmes* ». Bref, « *la position radicale selon laquelle le secteur privé devrait s'occuper de tout est loin d'être souhaitable* ». La Banque Mondiale redécouvre à sa manière la différence fondamentale qui peut exister entre deux principes d'efficacité. S'il s'agit de rentabiliser les capitaux investis, alors, assurément « *le secteur privé devrait s'occuper de tout* ». Mais si l'objectif est d'assurer au mieux, et pour le plus grand nombre, la satisfaction des besoins sociaux, alors la privatisation « *n'est pas sans poser des problèmes* » !

L'OCDE vient également de manger son chapeau dans un rapport consacré à l'amélioration des systèmes de santé (2). On y apprend bien des choses à propos de la marchandisation : que, par exemple, « *les consommateurs risquent de négliger les soins préventifs et les traitements appropriés* » ou que les assurances privées « *peuvent aussi amplifier la demande et par conséquent les coûts globaux* » ; qu'à défaut de réglementation, celles-ci « *ne favoriseront pas l'accès des malades chroniques et autres personnes à haut risque, non plus que celle des personnes à bas revenu* » ; que le système de tarification à l'activité risque « *d'encourager un volume de prestations trop élevé dans certains domaines* » ou encore de « *sous-valoriser les services et traitements préventifs qui réduisent la nécessité d'interventions ultérieures coûteuses* ». Livrons enfin à la réflexion ce constat désabusé : « *En théorie, la concurrence entre assureurs devrait favoriser l'efficacité du système de santé. En pratique (...) ils ont tendance à essayer d'attirer les populations en bonne santé, qui leur coûtent moins cher* ».

Tout cela porte un nom : le cynisme. Et la palme d'or en la matière est française, et revient sans conteste à François Roussely, le président d'EDF, qui vient de déclarer : « *nous avons en France la chance d'avoir les prix les plus bas d'Europe et ça va demeurer* » (3). Or, le même avait pourtant dit le contraire il y a quelques mois. Aux *Echos* qui lui demandait « *pouvez-vous affirmer aux Français qu'avec la libéralisation du marché et l'ouverture du capital d'EDF, les prix n'augmenteront pas ?* », le PDG avait eu la franchise de répondre : « *bien sûr que non, je ne peux pas dire cela* », sous prétexte qu'on ne peut avoir « *les tarifs du monopole avec la concurrence du marché ouvert* » (4). Cherchez l'erreur !

(1) World Bank, *Making Services Work For Poor People*, 2004 <http://hussonet.free.fr/document.htm>

(2) OCDE, *Vers des systèmes de santé plus performants*, 2004 <http://guesde.free.fr/ozdsante.pdf>
résumé <http://guesde.free.fr/ozdsant-.pdf>

(3) Reuters, 18 juin 2004

(4) *Les Echos*, 3 octobre 2003